

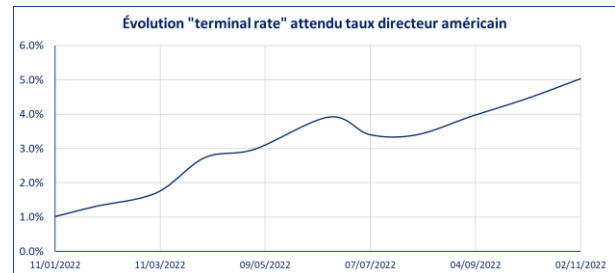


Luxembourg – 9 novembre 2022. Octobre s'est avéré être un mois relativement bon pour les marchés boursiers, quelque peu à contre-courant des attentes. Dans les prochains jours, nous attendons surtout avec impatience les nouveaux chiffres de l'inflation aux États-Unis. Ceux-ci seront un indicateur important des nouvelles hausses de taux attendues aux États-Unis. Mais il y a aussi une bonne nouvelle : pour la première fois depuis longtemps, les obligations offrent à nouveau une alternative valable aux marchés actions.

Après la performance peu prometteuse de la bourse en septembre, les choses sont à nouveau allées dans le bon sens le mois dernier. Les actions de valeur en particulier – les actions les plus établies, pour ainsi dire – se sont bien comportées, avec les actions énergétiques en tête. Les valeurs de croissance – y compris les sociétés de technologie et de communication – ont de nouveau enregistré des performances remarquablement faibles. Fil le plus frappant de cette histoire : les entreprises américaines notamment continuent de mener le peloton, tandis que la Chine a une nouvelle fois été durement touchée. Un déclencheur important du regain d'optimisme sur le marché boursier a sans aucun doute été les résultats d'entreprises qui ont été publiés à la mi-octobre. Ils se sont avérés bien meilleurs qu'on ne le craignait initialement.

La Fed reste aux commandes

La banque centrale américaine a de nouveau relevé le taux d'intérêt à court terme de 75 points de base, qui est entre-temps passé à 3,5%. Alors que l'attention s'est principalement portée ces derniers mois sur l'ampleur des hausses successives des taux d'intérêt, l'attention se déplace maintenant progressivement vers l'objectif ultime : à quel taux directeur la FED veut-elle se retrouver ? Le marché suppose actuellement que l'objectif pourrait être d'environ 5%. Pour rappel : au début de cette année, un taux d'intérêt final de 1% n'était qu'une hypothèse. Le nombre d'étapes au cours desquelles ce taux d'intérêt final maximum sera atteint – le nombre de hausses de taux d'intérêt qui restent à venir – ne joue plus aujourd'hui un rôle aussi important. La devise est maintenant plus que jamais : il ne s'agit pas du chemin, mais de la destination. Jusqu'où la FED devra-t-elle finalement monter et combien de temps devra-t-elle rester à ce niveau pour faire redescendre l'inflation ?



L'inflation sous-jacente aux États-Unis est actuellement de 5% et devrait tomber à 4% d'ici le printemps prochain. Dans ce scénario, un taux directeur de 5% devrait suffire à contrôler le spectre de l'inflation.

Nouveaux chiffres d'inflation

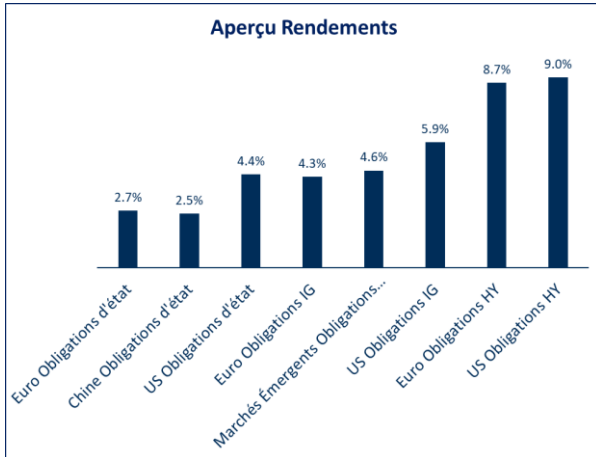
Toutes ces hausses successives des taux d'intérêt signifient entre-temps que le dollar américain devient de plus en plus fort, ce qui n'est pas une bonne nouvelle pour l'Europe ou pour la Chine. Le secrétaire au Trésor de l'époque, John Conally, l'a très bien exprimé en 1971. Le dollar est notre monnaie, mais votre problème. Cette affirmation sonne toujours aussi vraie aujourd'hui : nous importons de l'inflation, ce qui rend nos importations de plus en plus chères. Mais tant que le marché du travail américain continue de bien se porter, que les consommateurs n'ont pas vraiment de problèmes et que l'inflation continue de monter en flèche, il y a très peu de chances que la FED abandonne sa politique de taux d'intérêt agressive. À cet égard, il s'agit maintenant principalement d'attendre avec impatience les derniers chiffres de l'inflation, qui seront publiés demain.

Le marché obligataire a de nouveau le vent en poupe

En attendant, il devient de plus en plus clair que nous devons progressivement abandonner l'air TINA de ces dernières années - Il n'y a pas d'alternative. Après tout, pour la première fois depuis longtemps, il est intéressant d'investir à nouveau dans des obligations. Aux États-Unis et en Europe, nous appliquons désormais une commission de plus de 4,0% sur le crédit Investment Grade. Les obligations se présentent en effet comme une alternative intéressante aux marchés actions volatils et plus risqués. Dans le même temps, nous notons que les fonds monétaires en EURO offrent également une opportunité, aujourd'hui ils rapportent environ 1,5%. Il y a quelques mois, le rendement des liquidités était encore négatif. Un certain nombre d'hypothèses qui étaient devenues plus ou moins courantes dans les cercles d'investisseurs ces dernières années ne sont donc plus valables aujourd'hui.



Une grande exception : dans tous les scénarios possibles, les États-Unis restent le meilleur élève de la classe.



Les entreprises et les températures s'en sortent mieux que prévu

Comme nous l'avons mentionné brièvement plus tôt, les prévisions de bénéfices en octobre étaient bien meilleures qu'initialement estimées. Cela dit, on note effectivement une tendance générale à la baisse. Le risque de mauvais chiffres d'affaires au quatrième trimestre semble donc s'accroître légèrement. Il y a aussi eu de bonnes nouvelles du côté de l'énergie ces dernières semaines. Les températures douces ont non seulement assuré que la consommation d'énergie dans notre pays était considérablement inférieure à celle des années précédentes à la même période, mais le temps plus chaud nous a également permis en Europe de reconstituer davantage les réserves de gaz. De ce fait, le risque d'une crise énergétique vraiment grave aux conséquences fatales pour notre industrie semble pour l'instant quelque peu écarté. Certes, avec un hiver pas trop rigoureux, il y a de fortes chances que nous traversions les mois à venir sans problèmes majeurs de ce côté-là.

Midterms américains

Au moment où nous terminons ce bulletin, les résultats des élections américaines de mi-mandat ne sont pas encore connus. Néanmoins, nous pouvons déjà présenter quelques scénarios sur l'impact possible des résultats des élections. Si les démocrates conservent le Sénat, on peut s'attendre à ce que les États-Unis continuent à se concentrer sur une politique relativement généreuse, avec beaucoup de place pour des initiatives qui devraient profiter au climat et à la santé. Si le Sénat revient aux républicains, ils essaieront sans doute de mettre un terme à cette politique démocratique. Dans ce scénario, nous

pourrions nous diriger vers une sorte de statu quo politique, avec un degré d'inertie relativement élevé.

Ce bulletin d'information est une édition de ShelteR Investment Management, dont l'éditeur responsable est Benedict Peeters, rue de l'Industrie 22, Windhof Luxembourg. Sous réserve des exceptions explicites prévues par la loi, aucun contenu dans cette publication ne peut être reproduit dans une base de données automatisée ou divulgué de quelque manière que ce soit, sans l'autorisation préalable et écrite de l'éditeur. Ce document fournit des informations commerciales et ne peut en aucun cas être assimilé à des conseils en placement. Les informations fournies ne constituent pas une offre concernant des produits ou services financiers, bancaires, d'assurance ou autres. Les informations contenues dans ce document proviennent de sources soigneusement choisies. Toutefois, ShelteR Investment Management ne fournit aucune garantie quant à la rapidité, à l'exactitude, à l'exhaustivité ou à la pertinence de l'information, des données ou des publications. L'éditeur ne peut être tenu pour responsable du non-respect des attentes.